

Unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var
Immeuble Nice Leader – Tour Hermès
64 route de Grenoble
06200 NICE

Nice, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRENNTAG

Z.I. de la Roseyre - 293 CR n 4
06390 Contes

Référence : 2025_664

Code AIOT : 0006400257

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement BRENNTAG implanté Z.I. de la Roseyre - 293, CR n° 4 06390 Contes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

La visite avait pour but de contrôler le suivi des exigences réglementaires sur les équipements sous pression (ESP).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG
- Z.I. de la Roseyre - 293, CR n° 4 06390 Contes
- Code AIOT : 0006400257
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

BRENNTAG effectue des activités de conditionnement de produits chimiques (principalement solvants, acides et bases) et la livraison de ces produits vers les clients utilisateurs finaux.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Respect de ou des échéances des inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I	Sans objet
3	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
4	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
5	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
6	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Sans objet
7	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
8	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet
9	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Sans objet
10	Conditions d'utilisations des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour les équipements sous pression (ESP) regardés au jour de l'inspection par sondage, l'exploitant réalise un suivi en service de ses équipements (inspections périodiques ou requalifications périodiques effectuées dans les temps). Lors de la visite terrain, les équipements ne présentaient pas d'anomalie visible. L'exploitant devra néanmoins compléter son outil de suivi des ESP avec les éléments réglementaires attendus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de liste à proprement parler. Il utilise son outil de gestion de maintenance (GMAO). Par sondage, l'inspection des installations classées a constaté que les équipements suivants étaient bien présents dans le logiciel : <ul style="list-style-type: none">• récipient d'air situé en mezzanine,• récipient d'air situé en zone minérale,• cuve d'azote. Pour ces équipements, on retrouve bien le numéro de série de l'appareil et sa date de mise en service. Pour les dates de réalisation des dernières inspections périodiques ou requalifications périodiques, il est nécessaire de faire une recherche d'intervention et de consulter les rapports. Pour les prochaines réalisations d'inspections périodiques ou requalifications périodiques, il faut que l'exploitant ait créé une intervention qui servira de rappel à l'échéance indiquée. La GMAO n'indique pas le type d'équipement (récipient, générateur vapeur, tuyauterie...) ou encore le régime de surveillance. L'inspection des installations classées considère que cet outil peut se substituer à une liste formelle mais doit contenir l'ensemble des informations attendues.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations demande à l'exploitant de compléter, sous 1 mois, son outil de GMAO afin de contenir l'ensemble des exigences réglementaires de l'article 6.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Respect de ou des échéances des inspections périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I
Thème(s) : Risques accidentels, Respect de l'échéance d'inspection périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none">• 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;• 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois. Pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations a demandé les derniers rapports d'inspection périodiques pour les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• récipient d'air situé en mezzanine,• récipient d'air situé en zone minérale,• cuve d'azote. <p>Le récipient situé en mezzanine a été mis en service en 2019. Les inspections périodiques ont été réalisées le 14/09/2022 (rapport du Bureau Veritas n° 7923709/8.3.2.IP) et le 10/07/25 (rapport du Bureau Veritas du 15/07/25 n° 20739225/7.1.1.IP). La périodicité de 48 mois est respectée.</p> <p>Le récipient situé en zone minérale a été mis en service en 2025 : il n'a pas encore fait l'objet d'inspection périodique.</p> <p>La cuve d'azote a été mise en service en 1986. Les inspections périodiques ont été réalisées le 05/04/2022 et le 25/11/2025 (pas de numéro de rapports). La périodicité de 48 mois est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none">• deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;• trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;• six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;• six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;• six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visée en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;• dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
Constats : <p>L'inspection des installations a demandé les derniers rapports de requalifications périodiques (RP) pour les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• récipient d'air situé en mezzanine,• récipient d'air en zone minérale,• cuve d'azote. <p>Le récipient situé en mezzanine a été mis en service en 2019 et le récipient situé en zone minérale a été mis en service en 2025 : ils n'ont pas encore fait l'objet d'une requalification périodique.</p> <p>La cuve d'azote a été mise en service en 1986. L'exploitant a transmis par mail du 08/12/2025 le rapport du Bureau Veritas n° 7116092/S16.25.2.RQ du 30/05/2018 relatif à la requalification périodique. Par mail du 16/12/2025, l'exploitant a transmis l'attestation de la précédente requalification périodique qui datait du 07/04/2010. L'échéance de 120 mois est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none">-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
Constats : <p>L'exploitant a transmis par mail l'attestation du 30/05/2018 relatif à la requalification périodique de la cuve d'azote (rapport n° 7116092/S16.25.2.RQ). Cette requalification périodique prend bien en compte les 2 accessoires de sécurité (soupapes).</p> <p>L'équipement dispose d'un cahier technique professionnel (référence AFGC 152.02C). Par mail du 16/12/2025, l'exploitant a transmis ce cahier technique. Il précise les opérations de requalification attendues pour cet équipement. Le compte rendu de la requalification périodique présente les éléments attendus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
Constats : <p>L'inspection des installations classées a consulté par sondage les rapports d'inspections périodiques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• rapport du 25/11/2025 relatif à la cuve d'azote ;• rapport n° 20739225/7.1.1.IP du 15/07/2025 relatif au récipient situé en mezzanine. <p>Concernant la cuve située en mezzanine, le rapport fait état d'un avis satisfaisant sans observation. Le rapport reprend bien les caractéristiques de l'équipement (type, n° de fabrication etc..).</p> <p>Concernant la cuve d'azote, le rapport conclu que l'équipement peut être maintenu en service. Cependant, le rapport d'inspection mentionnait un numéro de fabrication différent de celui du marquage d'identification de l'équipement (n° 505710/490D dans le rapport contre 501714/2119 sur le marquage de l'équipement) pour l'inspection périodique de 2025 (pas d'erreur sur le rapport de 2022).</p> <p>Par mail du 18/12/2025, l'exploitant a transmis une nouvelle version corrigée de la part du prestataire. Les numéros sont conformes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
Constats : Lors de la visite terrain, l'inspection des installations classées est allé voir par sondage les plaques d'identifications des ESP suivants : <ul style="list-style-type: none">• cuve d'azote ;• récipient situé en zone minérale,• récipient situé dans la mezzanine. <p>Le marquage des récipients situés en zone minérale et sur la mezzanine comportent le nom du fabricant, le marquage et le numéro de l'organisme notifié, la plaque d'identité de l'équipement avec l'année de fabrication, les limites essentielles Max/Min admissibles, le volume et la pression.</p> <p>Le marquage de la cuve d'azote comporte le nom du fabricant et son adresse, la plaque d'identité de l'équipement avec le volume, la pression, la date de la 1ère épreuve et la pression de cette épreuve.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : Lors de la visite terrain, l'inspection des installations classées est allé voir par sondage les plaques d'identifications des ESP suivants : <ul style="list-style-type: none">• cuve d'azote ;• récipient situé en zone minérale,• récipient situé dans la mezzanine. <p>Tous les équipements sont en bon état apparents.</p> <p>L'inspection a néanmoins fait remarquer à l'exploitant qu'un des pieds du récipient situé dans la mezzanine est posé sur un câble électrique. L'exploitant a indiqué remédier à cette situation très rapidement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p>
Constats : <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté :</p> <ul style="list-style-type: none">• le rapport de maintenance préventive sur la cuve d'azote ;• le rapport d'inspection périodique pour le récipient en mezzanine. <p>Pour la cuve d'azote, le rapport du 09/10/25 a vérifié le réseau d'azote, les détendeurs, les vannes et raccords et fait état d'aucune observation.</p> <p>Le rapport d'inspection périodique en mezzanine présente la vérification de la soupape et fait état d'aucune non-conformité. La pression réglée pour la soupape est fixée à 11 bar correspondant à la pression maximale admissible (PS) du récipient.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : <p>En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à « tête de cheval ».</p> <p>Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.</p>
Constats : <p>La cuve d'azote dispose bien du poinçon "tête de cheval" à côté de la date de la dernière requalification périodique (18/05/2018) sur la plaque de marquage de l'équipement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conditions d'utilisations des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Ancrage des équipements
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué. Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.
Constats : Lors de la visite terrain, l'inspection des installations classées a constaté que les 2 récipients d'air n'étaient pas ancrés au sol. Par mail du 18/12/2025, l'exploitant a transmis les photos de l'ancrage des 2 récipients d'air.
Type de suites proposées : Sans suite